

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-FNSEA-veut-dissoudre-Les-Soulevements-de-la-Terre.html>



Le gouvernement FNSEA veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 19 juin 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Avec ou sans SLT, les soulèvements continueront, sous une forme ou une autre.
Multiplions les formes d'organisation.



Le gouvernement FNSEA veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre Le roi ordonne, ses complices exécutent

ON NE DISSOUT TOUJOURS PAS UN SOULÈVEMENT - QUAND MACRON VOLE AU SECOURS DE L'AGRO- CHIMIE ET DU BETON !

Communiqué du 15 juin, en réaction à l'annonce d'une dissolution des Soulèvements de la Terre par le gouvernement en Conseil des ministres le 21 juin.

Le 28 mars, pour faire diversion de la répression sanglante des manifestant-es de Sainte-Soline, Gérard Darmanin annonçait devant l'Assemblée Nationale la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre. Initialement prévue pour la mi-avril, la première tentative de dissolution s'est heurté à un soutien massif. Il s'est incarné entre autres par une tribune « Nous sommes les Soulèvements de la Terre » dans laquelle plus de 100 000 personnes ont revendiqué leur adhésion au mouvement, ainsi que de nombreuses organisations nationales syndicales ou environnementales, de collectifs et de fermes, de personnalités scientifiques, politiques ou intellectuelles.

Ce soutien a également pris la forme d'une grande soirée à Paris, d'une tribune internationale, de rassemblements durant lesquels on a vu partout fleurir le logo des Soulèvements de la Terre. Mais la réponse la plus conséquente à cette menace fut sans doute la création de 170 comités locaux partout en France. Bref la menace de dissolution n'a fait que renforcer et massifier notre mouvement.

Loin d'être intimidés par la répression, nous avons maintenu l'ensemble des actions prévues cette saison (contre l'autoroute Castres-Toulouse ; contre le contournement routier à Rouen ; contre l'extension des carrières de sable et du maraîchage industriel en Loire Atlantique, contre le percement de la Maurienne par le TAV) et appelé à de nouvelles. Un petit livre réunissant une quarantaine d'auteurs réaffirme et propage, dans les librairies du pays, l'évidence qui a pris corps face à la répression administrative : « On ne dissout pas un

soulèvement Â». Depuis avril, chaque action que nous avons menée, chaque apparition publique des Soulèvements de la terre était un camouflet pour le gouvernement, un rappel de son recul sur la dissolution.

Comme à la demande expresse de la FNSEA, Borne a réitéré jeudi 15 juin cette menace en annonçant la publication d'un décret de dissolution pour mercredi prochain sous l'exigence d'Emmanuel Macron. Dès le lendemain à 22h08, nous recevions une nouvelle notification de dissolution, avec un délai de trois jours en plein week-end, qui ne laisse pas de place au contradictoire, pour présenter nos observations. Nous le redisons aujourd'hui, nous sommes un vaste mouvement, pas un Â« groupuscule Â» ni une Â« nébuleuse d'activistes Â». Nous ne sommes pas une association ni une organisation avec de quelconques Â« dirigeants Â», mais une constellation de coordinations, d'assemblées et de coalitions qui construisent des actions de terrain au plus près des luttes locales. Nous contestons le fondement juridique comme matériel de cette dissolution et nous engagerons un recours contre cette mesure liberticide si elle était prononcée.

La prétention à dissoudre un soulèvement pour les terres et l'eau est toujours aussi anachronique que concrètement surréaliste

A l'heure où les nappes du pays sont à vide, où les forêts brûlent, les oiseaux disparaissent et les bocages se rétractent, la prétention à dissoudre un soulèvement pour les terres et l'eau est toujours aussi anachronique que concrètement surréaliste. Si le gouvernement veut rendre effective cette dissolution, ce sont des dizaines de milliers de personnes partout en France qu'il devra arrêter demain pour maintien ou reconstitution de ligue dissoute. Des dizaines de milliers de personnes désormais habituées et résolues à désobéir pour faire obstacle au ravage. Avec ou sans l'étiquette des Soulèvements, le mouvement pour la défense des terres ne s'arrêtera pas. Les occupations, les blocages et les désarmements, entre autre actions collectives directement impactantes, sont devenues une nécessité vitale contre l'écocide en cours. Ils vont continuer de se multiplier et de se banaliser.

Au fond, si le gouvernement menace aujourd'hui de nous dissoudre, c'est parce que nous sommes parvenus à instaurer un rapport de force populaire face au secteur du BTP et au complexe agro-chimique. **S'ils cherchent à nous bailloner c'est parce que nos actions mettent à nu l'association de malfaiteurs que constitue ce gouvernement avec les industries les plus toxiques du pays. C'est parce que nos actions démontrent qu'ils n'ont plus - et qu'ils n'auront plus - le champs libre pour tout ravager impunément.**

Cette dissolution est une reconnaissance de l'impact de nos actions par une autorité ulcérée qui s'entête à nous emmener droit dans le gouffre..

C'est pourquoi invitons tous les comités locaux à faire acte d'insoumission dès le soir de l'annonce de la dissolution en faisant exister les Soulèvements de la Terre sous de multiples formes, et donc si cela se confirme pour le 21 juin, pendant la fête de la musique.

Nous invitons aussi à organiser, le mercredi qui suivra la dissolution, des réapparitions multiples et créatives du mouvement dans tous le pays avec les comités locaux : rassemblements, convergences devant les bétonneurs et responsables locaux de l'empoisonnement des terres, soirées de présentations du livre Â« on ne dissout pas un soulèvement Â», fresques urbaines et autres métamorphoses...

Nous invitons par ailleurs dès aujourd'hui à rejoindre la mobilisation internationale des Soulèvements de la Terre et collectifs contre le TAV en Maurienne, ainsi que le convoi de l'eau qui sera du 18 au 27 août une nouvelle grande étape de la lutte contre les méga-bassines et pour la défense de l'eau après Sainte-Soline , ou à participer à l'appel du peuple de l'eau Â« 100 jours pour les sécher Â» que nous avons récemment relayé.

Nous appelons enfin à maintenir tous les élans de solidarité qui s'avéreraient nécessaires avec les personnes mises en causes dans le désarmement de l'usine Lafarge à Marseille, avec toutes celles et ceux qui subissent de plein

Le gouvernement FNSEA veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre

fouet à Rennes, à Toulouse, à Paris, à Dijon et ailleurs les vagues de répression et de surveillance des militant.es que le gouvernement déchaîne actuellement pour mater le mouvement social et écologique.

Nous sommes et resterons, avec vous, les Soulèvements de la terre !



Le gouvernement FNSEA veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre

- C'est le gouvernement et la FNSEA qu'il faut dissoudre d'urgence !
Ces bandes organisées ont bien assez entraîné de crimes, stop !



Le gouvernement FNSEA veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre

Post-scriptum :

Le gouvernement FNSEA met un nouveau coup dans le dos des paysans et paysannes

- [« Agriculteur actif » : la FNSEA enterre les paysan-nes avec son modèle entrepreneurial](#)